



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°2— du 14 au 20 janvier 2022

## En bref

- Amazon suspend son [projet](#) d'interdire les paiements par les cartes de crédit Visa au Royaume-Uni.
- L'organisation patronale *Confederation of British Industry* et son homologue helvétique établissent un Conseil bilatéral sur le commerce et l'investissement, dans la perspectives des futures renégociations de l'accord commercial de continuité entre les deux pays.

### LE CHIFFRE À RETENIR

>1,2M

Le nombre [d'emplois vacants](#) fin décembre 2021 au Royaume-Uni (+462 000 par rapport à la période du T1-2020, pré-Covid)

## Fait marquant : Les régulateurs britanniques entendent renforcer le cadre de régulation des cryptoactifs

Selon les estimations des autorités financières, 2,3 millions de Britanniques ont déjà investi dans des crypto-actifs. Face aux risques qui entourent ces nouveaux produits, le Trésor britannique a confirmé (dans le prolongement de sa consultation fin 2020) son intention de renforcer la protection des consommateurs en alignant

les règles de publicité promotionnelle des crypto-actifs sur celles, plus strictes, régissant la communication sur les produits financiers traditionnels.

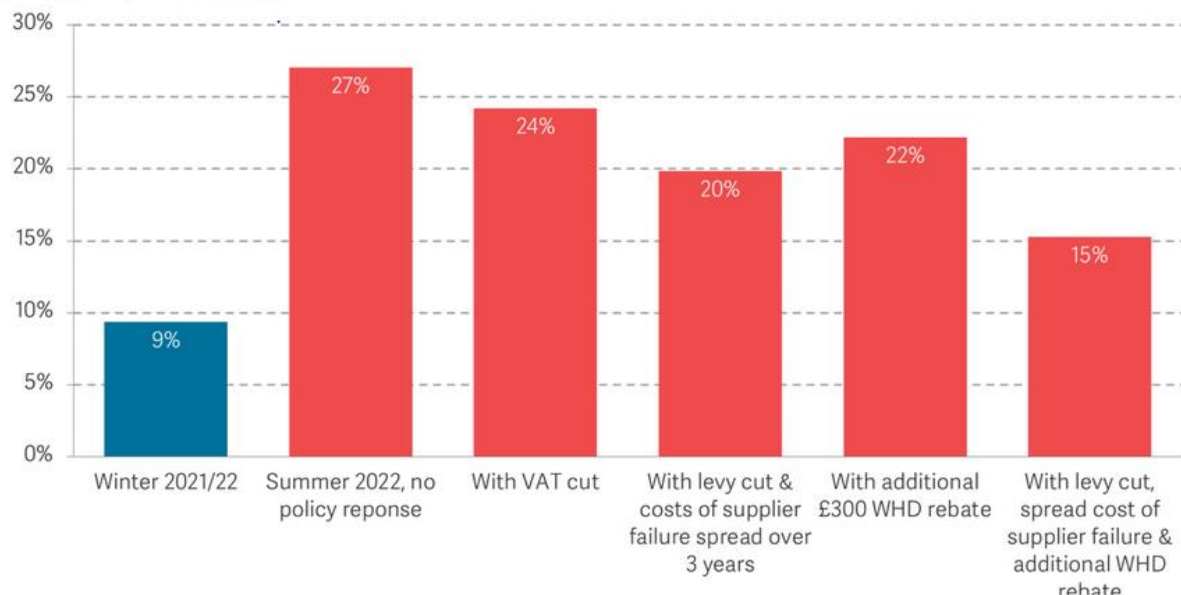
La compétence nouvelle du régulateur financier (FCA) sur les publicités sur les cryptoactifs signifierait que les services utilisant ces instruments devront de facto être fournis par une société agréée par la FCA ou la *Prudential Regulation Authority* (PRA), ou être approuvées au préalable par l'intermédiaire d'un établissement agréé.

Les futures règles, qui font l'objet d'une [consultation technique](#) en cours lancée par la FCA, renforceront les règles de formulation des avertissements des risques encourus et resserreront les règles relatives à l'approbation des promotions avant leur diffusion. La FCA souhaiterait également que les publicités en ligne fournissent des liens vers des informations plus détaillées sur les risques, et impose des "périodes de réflexion" de 24 heures avant que les clients puissent acheter après avoir vu des publicités. Le régulateur prévoirait de publier les règles définitives cet été.

Cette annonce complète les propositions plus larges sur les cryptoactifs et les *stablecoins* présentées dans le cadre de la [consultation](#) du gouvernement sur un cadre réglementaire pour les *stablecoins* l'année dernière, et dont les prochaines étapes devraient bientôt être annoncées.

📊 **Graphique de la semaine : La part des ménages britannique en « détresse énergétique » pourrait atteindre jusqu'à 27% d'ici l'été, en l'absence de mesures**

Current and forecast proportion of households in fuel stress with and without selected policy responses: England

Resolution  
Foundation

Note: Fuel stress defined as spending more than 10 per cent of household income on energy.  
Source: RF analysis of English Housing Survey; Ofgem; OBR.

© Resolution Foundation 2021  
resolutionfoundation.org

Source: Resolution Foundation

## Actualité macro-économique

**Le PIB a crû de 0,9 % en novembre en glissement mensuel, au-dessus du consensus à 0,4 %** – Selon cette mesure mensuelle de l'Office for National Statistics, le PIB britannique aurait ainsi retrouvé son niveau pré-pandémie pour la première fois en novembre. La croissance économique a été soutenue par une expansion de 0,7 % du secteur des services, notamment + 0,8 % pour les services aux consommateurs et +3,8% pour le secteur des transports. Le secteur manufacturier a quant à lui cru de 1,1 %, tandis que la production du secteur de la construction a augmenté de 3,5 %. En décembre, le PIB se sera probablement

contracté, en raison des comportements de précaution que les ménages auront adoptés face à la vague Omicron. La croissance annuelle s'établirait ainsi à 7 % en 2021 selon le consensus des économistes.

**L'emploi a continué d'augmenter malgré la fin du dispositif de chômage partiel et la vague Omicron** – En novembre, l'emploi a augmenté de 0,2 % au Royaume-Uni, tandis que le taux de chômage est resté stable à 4,2 %. Par ailleurs, le nombre de personnes inscrites dans le système « PAYE » de prélèvement fiscal à la source aurait augmenté de 0,6 % en décembre. La croissance de l'emploi devrait cependant ralentir au cours des prochains mois, le nombre de personnes inactives souhaitant trouver un emploi s'établissant à 5 % de la main d'œuvre, un nouveau point bas, et le



taux de chômage ne se situant que 0,4 pp au-dessus de son niveau pré-Covid. De plus, l'augmentation des contributions sociales en avril pourrait peser sur la demande de travail.

**L'inflation a atteint 5,4 % en décembre, un record depuis 1992** – L'inflation sous-jacente s'est établie à 4,2 % en décembre, contre 4 % en novembre. La croissance des prix a été principalement soutenue par les prix alimentaires et énergétiques, ainsi que par les perturbations sur les chaînes logistiques qui a entraîné des indisponibilités de certains biens. L'inflation des services a aussi continué d'accélérer, à 3,4 % en décembre, son plus haut depuis juin 2013. Le pic d'inflation est attendu en avril, où la combinaison de la hausse des prix de l'énergie, de l'anniversaire du confinement de 2021 et du retour au taux plein de TVA pour le secteur de l'hôtellerie-restauration devraient porter le taux d'inflation au-dessus de 6 %. Le comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE) pourrait décider d'augmenter le taux d'intérêt lors de sa réunion de février, l'inflation en décembre ayant dépassé de 0,9 point de pourcentage les prévisions de la BoE. Il sera probablement aussi attentif aux pressions s'exerçant sur le pouvoir d'achat des ménages et qui pourraient contraindre la consommation.

**Trois quarts du montant des fraudes sur les mesures de soutien pendant la pandémie ne seraient jamais récupérés** – Le Trésor anticipe une perte de 4,3 Md£ sur les 5,8 Md£ de fraudes constatées sur les dispositifs d'urgence liés à la pandémie (dispositif de chômage partiel, soutien au revenu des travailleurs indépendants, *Eat Out to Help Out*, ...). Le gouvernement avait pourtant créé en début d'année une équipe spéciale antifraude, constituée de 1625 fonctionnaires et disposant d'un budget de 100 M£, et dont l'objectif était de récupérer

le montant total des fraudes observées. Le gouvernement estime que les fraudes constituent 5,8 Md£ sur les 81,2 Md£ d'aides distribuées en soutien au public. Cela concernerait 8,7 % des subventions au chômage partiel, 8,5 % du dispositif *Eat Out to Help Out* (subventions afin de soutenir la réouverture du secteur de la restauration à l'été 2020) et 2,5 % des versements aux travailleurs indépendants.

## Actualité commerce & investissement

**La British Chambers of Commerce (BCC) alerte sur les divers obstacles résiduels post-Brexit perturbant les activités des entreprises** – Dans son [rapport « Trade Manifesto »](#), la BCC appelle le gouvernement britannique et l'UE à simplifier davantage les nouvelles formalités douanières en réduisant la charge administrative incombant aux opérateurs post-Brexit. Plus précisément, le rapport pointe divers aspects qui pourraient faire l'objet d'assouplissements tels que le marquage des produits industriels, les formalités sanitaires et phytosanitaires et la TVA. Bien que les opérateurs se soient globalement adaptés aux changements, la directrice générale de la BCC, Shevaun Haviland juge ses nouvelles règles « coûteuses et chronophages ». Au surplus, la BCC préconise la délivrance de visas supplémentaires en vue de remédier au diverses pénuries de main d'œuvre touchant notamment l'hôtellerie, la construction et l'industrie manufacturières, et constituant « un frein à la croissance ». Néanmoins, selon Shevaun Haviland, la principale crainte des entreprises reste

l'inflation, avec une hausse des prix de l'énergie et des matériaux en particulier.

**Les Etats-Unis et le Royaume-Uni annoncent le début de discussions bilatérales visant à traiter la question de la surcapacité mondiale en acier et en aluminium** – Le point central des échanges portera sur les répercussions de la capacité excédentaire mondiale d'acier et d'aluminium sur leurs industries respectives, provoquée principalement par la production chinoise. Les deux parties aborderont également la question des droits de douane additionnels sur l'acier et l'aluminium britanniques imposés depuis 2018 par l'administration Trump en vertu de la section 232.

**Un accord commercial entre l'Inde et le Royaume-Uni pourrait affecter l'industrie textile des pays d'Asie du Sud** – Certains groupes de la société civile alertent sur les potentielles répercussions sur le Bangladesh et le Pakistan, deux grands exportateurs de produits textiles, en cas d'un accord supprimant les tarifs douaniers britanniques sur les produits d'habillement en provenance de l'Inde. Le Bangladesh et le Pakistan bénéficient d'accords spéciaux avec le Royaume-Uni, connus sous la dénomination de « système de préférences généralisées » (SPG) offrant à certains pays en développement des droits de douane faibles ou nuls. Trois catégories de SPG sont mis en place en fonction des niveaux de développement des pays : le Pakistan est inclus dans le cadre renforcé (SPG+) octroyant de droits nuls conditionnés au respect de certaines conventions internationales en matière de droits de l'homme et du droit du travail tandis que le Bangladesh, sous le régime dit « tout sauf les armes » bénéficie pour l'instant d'une exonération totale des droits de douanes mais devrait rejoindre la catégorie SGP+ prochainement. Partageant les inquiétudes

de la société civile, la *UK Fashion and Textile Association* demande, dans le cadre d'un futur accord commercial avec l'Inde, d'éviter une suppression totale des droits de douanes sur les produits textiles indiens ou, le cas échéant, de subordonner leur suppression au respect de normes sociales et environnementales, en miroir des obligations imposées aux pays voisins de la régions dans le cadre des accords SPG.

**Les échanges du Royaume-Uni en novembre restent en recul par rapport à la moyenne de 2019** – Selon l'institut statistique ONS, les importations britanniques, excluant les métaux précieux, ont augmenté de 4,9% en novembre 2021 par rapport au mois précédent, marquées par un accroissement des importations britanniques en provenance de l'UE de 4,5% et de pays non-UE en hausse de 5.5%. De fait, les importations hors-UE restent supérieures par rapport à celles en provenance de l'UE, avec un écart de 3,8Md£ qui se creuse et atteint son niveau le plus élevé depuis le début de l'année. Selon l'ONS, les importations de carburants restent le principal vecteur de cet écart au cours des derniers mois, en dépit d'une légère chute par rapport aux niveaux d'octobre 2021.

D'autre part, en novembre 2021, les exportations britanniques totales de marchandises, excluant les métaux précieux, ont diminué de -1% en glissement mensuel en raison d'une baisse des exportations vers les pays hors-UE de 2,1% tandis que les exportations vers le marché unique enregistrent une légère hausse de 1%. En novembre, le volume des exportations britanniques vers le marché unique est de 9% inférieur à sa moyenne de 2019 tandis que le volume des importations depuis l'UE reste inférieur de 17,4% par rapport au niveau de 2019.

Au total, le volume des exportations et des importations britanniques vers le reste du monde reste respectivement inférieur de 4% et 6,1% par rapport à leur niveau moyen de 2019. Enfin, l'enquête sur les perspectives et les conditions du commerce menée par l'ONS (*Business Insights and Conditions Survey - BICS*) révèle que 65 % des exportateurs et 75 % des importateurs ont été confrontés à des difficultés entre la fin novembre et le début décembre 2021, en particulier la charge administrative supplémentaire, la hausse des coûts de transport et les droits de douane ou taxes.

**La deuxième édition du sommet Royaume-Uni/Afrique mise sur la croissance durable et la transition énergétique** – Lors de cet événement virtuel le 20 janvier, le gouvernement britannique a présenté un nouveau portail « Growth Gateway » en vue de renforcer les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Afrique en facilitant la mise en relation entre les entreprises africaines et britanniques et avec les autorités britanniques compétentes. L'agence britannique de crédit export UKEF devrait jouer un rôle majeur, ayant déjà apporté un soutien sur divers projets en Afrique à hauteur de 2,3Md£ en 2020-21. Lors de la conférence, la directrice générale de l'OMC, Dr Ngozi Okonjo-Iweala et le secrétaire général de la zone continentale africaine de libre-échange Wamkele Mene sont intervenus aux côtés de la ministre britannique au commerce Anne-Marie Trevelyan. Pour mémoire, bien qu'affichant ses velléités de peser face à l'influence exercée par d'autres nations sur le continent africain, le Royaume-Uni a annoncé en octobre dernier réduire son aide au développement de 1,5Md£ pour 2021/22, réduisant ainsi l'aide destinée à l'Afrique de 934M£.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

**La FCA confirme son régime d'autorisation temporaire (TPR) pour les entreprises et les fonds d'investissement européens** – Pour mémoire, le régime a été conçu pour garantir que les entreprises européennes opérant au Royaume-Uni puissent, à la fin de la période de transition continuer à opérer temporairement dans l'attente d'obtenir un agrément complet au Royaume-Uni. Le TPR ne doit être utilisé que par les entreprises qui veulent opérer au Royaume-Uni à long terme et qui répondent aux critères pour le faire. Pour l'obtenir, elles doivent avoir notifié à la *Financial Conduct Authority* (FCA) qu'elles souhaitent adhérer au régime avant la fin de la période de transition et également demander une autorisation complète pendant une période donnée (appelé "*landing slot*") attribuée à chaque entreprise. La communication de la FCA rappelle ce cadre et notifie la suppression de l'autorisation de quatre entreprises (chypriotes, allemande et espagnole) qui ont demandé le TPR mais n'ont pas répondu aux demandes d'information ultérieures.

**Le Trésor lance une seconde consultation sur l'adaptation du cadre de gouvernance réglementaire des chambres de compensation (CCP) et des dépositaires centraux de titres (CSD)** – Cette consultation s'inscrit dans les travaux de réorganisation post-brexite du cadre réglementaire britannique sur les services financiers, s'agissant notamment de la répartition des compétences normatives entre le Parlement et les différents



régulateurs (HMT, BoE, FCA, PRA etc). La Banque d'Angleterre continuerait à réguler et superviser les CCP et CSD, mais ses pouvoirs devraient être élargis, lui permettant notamment de prendre des mesures d'exécution en cas d'infraction, de prévoir des exigences individuelles pour certaines entités, de mener des enquêtes et de collecter des informations. La consultation se poursuivra jusqu'au 28 février 2022.

## 2 Banques et assurances

**Le régime de séparation des banques de détail et d'investissement n'a pas engendré d'impacts négatifs pour le secteur, mais pourrait être simplifié, selon [un rapport d'évaluation](#)** – Ce rapport intérimaire, réalisé par une commission indépendante en vertu de la réforme bancaire de 2013, considère que la réforme mise en oeuvre en 2019 après une période de transition de 6 ans a contribué à la résilience du secteur bancaire au Royaume-Uni. Le principe exige, excepté pour les banques qui se situent en dessous du seuil de 25Mds£ de dépôts, le cantonnement (ringfencing) des activités de détail et d'investissement. Selon ce rapport, ce régime n'aurait pas eu d'impact négatif significatif sur la concurrence dans la banque de détail. En outre, le rapport confirme que la négociation pour compte propre classique ne serait plus une activité exercée de manière systémique par les banques au Royaume-Uni. Elle serait désormais largement pratiquée dans le secteur financier non bancaire, souvent par des fonds spéculatifs notamment. Le rapport propose d'améliorer la flexibilité du régime du cantonnement et d'en réduire la complexité.

**Des parlementaires s'interrogent sur les pratiques effectives des banques au regard des taux d'appel attrayants figurant dans leurs communications promotionnelles** – Une règle de la FCA prévoit que les banques et organismes de crédit doivent offrir les taux faisant l'objet de campagnes publicitaires à au moins 51% de leurs emprunteurs. Pourtant, certains parlementaires, notamment Alan Campbell, député travailliste, reproche au régulateur financier de manquer à ses obligations envers le public alors que certains prêteurs surfactureraient leurs clients bien au-delà des taux d'appel affichés. Le mécanisme actuel de régulation demande seulement aux prêteurs de soumettre leur TAEG moyen unique, ainsi que leur TAEG le plus élevé, par le biais de déclarations ensuite revues par la FCA. Cependant, il apparaîtrait que ces modalités soient inefficaces pour assurer le respect de la règle. Selon certaines enquêtes, les taux réels pratiqués seraient bien plus élevés, ceci accentuant les risques de surendettement des clients.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Responsable de la publication :** Service Economique Régional de Londres  
**Rédacteurs :** Quentin Bon, Jeanne Louffar et Sophia Milliaud  
Revu par Thomas Ernoult  
**Pour s'abonner :** [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)